

DIMANCHE 26 SEPTEMBRE 2004



INTERVENTION DE FRANÇOIS HOLLANDE

Chers amis, chers camarades,

Je suis d'abord heureux d'être parmi vous ici, dans une fédération dont le Premier Secrétaire incarne le renouvellement, Frédéric.

Je suis fier d'être ici, à Rennes, dans la ville d'Edmond Hervé, parce que, pour moi, Edmond est un modèle d'action en politique, un modèle de gestion parce que beaucoup de villes de France - peut-être pas la mienne trop petite Tulle - regardent le métro de Rennes avec envie. On dit même qu'à Paris, la RATP est en train de changer ses règles de conduite pour rattraper le métro de Rennes si c'est possible.

En tout cas, je suis aussi heureux d'être aux côtés des parlementaires de votre département peut-être pas assez nombreux, je parle des parlementaires socialistes, Jean-Michel Boucheron et Philippe Tourtelier heureusement renforcés par le parlementaire européen, Bernard Poignant et par tous les candidats qui se présenteront en 2007 au suffrage pour faire en sorte de rééquilibrer et la parité et le rapport gauche-droite dans le département.



Rien n'était acquis

Je viens vers vous au lendemain de victoires tout à fait exceptionnelles pour le Parti Socialiste et pour la gauche. Et je veux saluer, c'est vrai, l'éclatante victoire électorale de Jean-Yves Le Drian, ici dans cette région avec Sylvie comme tête de proue dans le département, et la victoire historique de Jean-Louis Tourenne qui aura quand même mis sept ans de plus que François Mitterrand pour faire l'alternance dans l'Ille-et-Vilaine. Ces succès vous doivent beaucoup et Frédéric a eu raison de rappeler combien les doutes étaient présents dans beaucoup d'esprits : les socialistes allaient-ils capter le mécontentement que l'on sentait ? Allaient-ils, les socialistes et la gauche, rassembler suffisamment pour infliger une sanction, mais surtout pour lever un espoir.

Rien n'était acquis. Et nous étions encore les uns et les autres tourmentés par ce 21 avril 2002. Nous doutions même de nous-mêmes. Nous ne savions pas quelle était notre identité, quelle devait être notre stratégie. Et puis, il y a eu, à travers une réflexion de l'ensemble des socialistes, des choix qui ont été faits au Congrès de Dijon, une volonté qui s'est affirmée : que c'était autour du Parti Socialiste, avec ses valeurs, avec ses engagements, autour d'un projet fondé sur la volonté sûrement, mais sur la crédibilité à l'évidence. Seule cette stratégie pouvait nous permettre d'emmener finalement la gauche dans son ensemble, puis le pays vers l'expression d'un changement et la levée d'un espoir.

Rien n'était acquis parce que nous savions qu'il y avait toujours cette menace de l'abstention, de la résignation, du fatalisme. Rien n'était acquis parce que, sur nos flancs notamment, les extrêmes pouvaient eux aussi capter le malheur sans lui donner sa traduction politique. Et il a fallu votre engagement, il a fallu la volonté du peuple français pour redonner confiance dans la politique et dans la gauche. N'oublions pas ces leçons parce qu'elles nous servent maintenant pour les défis que nous avons à relever jusqu'en 2007.

Assumer nos responsabilités et défendre nos concitoyens

Nous avons d'abord à assumer nos propres responsabilités. Nous avons souhaité venir aux décisions de Régions, de Départements. Nous avons fait des promesses, nous devons les tenir. Et je suis heureux de voir que déjà, dans le département avec Jean-Louis Tourenne, dans la région avec Jean-Yves Le Drian, nous respectons les promesses que nous avons faites sur la gratuité de l'éducation, la gratuité des livres, la mise à disposition des ordinateurs. Nous faisons ce que nous avons dit aussi sur les emplois tremplins, les dispositifs d'insertion, le soutien aux populations défavorisées. Nous agissons en matière d'environnement là encore de manière audacieuse, notamment dans cette région qui a tant souffert d'une dégradation de son propre environnement. Eh bien, c'est notre premier devoir : agir là où nous le pouvons. Nous sommes dans l'opposition au niveau national, mais nous sommes en responsabilités dans vingt régions sur vingt-deux et dans une majorité de départements. Et dans beaucoup d'agglomérations, les socialistes ne sont pas simplement spectateurs, ils ne sont pas simplement protestataires, ils ne sont pas simplement récupérateurs d'un mécontentement. Ils sont d'abord les acteurs d'un changement aujourd'hui possible.

Nous le savons bien : nous ne pouvons pas, non plus, attendre que l'Etat se défausse sur nous-mêmes, que l'Etat se désengage pour prendre des responsabilités qui ne nous appartiennent pas et dont nous ne disposons pas du début d'une ressource pour assumer ces désengagements. Alors il nous faut aussi expliquer, clarifier ce qui relève de l'Etat - qui n'est plus engagé -, ce qui relève des collectivités locales - qui doit être mené par nous -.

Nous avons aussi - et c'est notre deuxième devoir - à défendre nos concitoyens. Et, en cette rentrée, le besoin est réel. Nous sommes, chers amis, devant un gouvernement faible, mais qui frappe fort sur les Français. Il est faible parce que nous avons d'abord un Président absent, qui fait le partageux à New-York avec le Président brésilien, inventeur des impôts nouveaux pour toute la planète, mais qui, revenant à Paris, fait le silencieux sur un budget injuste qui aggrave encore les inégalités. Nous avons un Premier ministre factice, virtuel, dont le seul objectif est de durer même s'il prend la précaution de se faire élire aujourd'hui au Sénat - comme quoi sa durée de vie me paraît plus courte que celle d'un mandat de Sénateur. Et puis, nous avons un ministre de l'Economie et des Finances qui prépare un budget - mais dont on sait, dès aujourd'hui, qu'il ne sera plus là pour l'exécuter - et qui le mène en fanfaron de la politique, faisant des effets d'annonces, annonçant des cadeaux, promettant un avenir meilleur, tout en prônant d'abord l'avenir de l'UMP, parce qu'il pense que c'est le sien. Et puis, nous avons un gouvernement lui-même en sursis, des ministres en campagne parfois contre eux-mêmes.

Un gouvernement qui frappe dur sur les Français

Bref, un pouvoir faible, mais qui est uni sur une conception de la politique, le libéralisme, qui conduit à frapper fort, à frapper dur sur les Français :

- D'abord sur la Sécurité Sociale avec une médecine à plusieurs vitesses,
- Ensuite sur les retraites. Il y a eu ce décret sur les pensions de réversion dont on nous dit qu'il pourrait avoir été élaboré presque sans le consentement du Premier ministre ou des ministres responsables. Comme s'il existait des décrets qui poussaient tous seuls dans les bureaux de l'administration. Ce décret sur les pensions de réversion n'est rien d'autre que la seule application de la loi, la loi qui fut votée en 2003 par le gouvernement et par la majorité UMP.
- Oui, un gouvernement qui frappe dur aussi sur les contribuables avec des prélèvements pour tous et des cadeaux pour certains ; cadeaux invraisemblables qui aboutissent d'abord à rendre non imposables des employeurs de personnels de maison, alors même que les employés, eux, seront assujettis à l'impôt sur le revenu. Avec des dispositions qui permettront à des familles aisées, dotées de gros patrimoines, de se rendre peut-être non imposables au moment de l'impôt sur les successions quand tant d'injustices, notamment dans la fiscalité locale demeurent.
- Oui, nous sommes devant un gouvernement qui frappe dur sur les services publics avec la fermeture de la moitié des bureaux de poste, avec l'annonce de la privatisation maintenant d'EDF, avec la remise en cause des moyens pour l'école.
- Oui, un gouvernement qui frappe dur aussi sur les collectivités locales, qui, aujourd'hui, vont être amenées sans doute à lever davantage d'impôts pour faire face aux dépenses qui leur sont transférées par l'Etat.
- Quand il y a une droite qui est à ce point inefficace et injuste, une droite qui ne sert que ses clientèles, la première étant le MEDEF qui va, dans ce budget, une nouvelle fois bénéficier de la baisse de l'impôt sur les sociétés, de la baisse de la taxe professionnelle, de la baisse des cotisations sociales sans aucune contrepartie pour l'emploi ;

— Quand des miettes simplement sont concédées au plus grand nombre avec cette décision considérable d'augmenter de 4% la prime pour l'emploi (1,5 euro par mois) pour les plus nécessiteux. Telle est la conception de l'égalité et de la solidarité du pouvoir !

— Quand il y a une droite qui poursuit une politique aussi dangereuse, aussi injuste, aussi dure à l'égard du plus grand nombre,

Il faut un Parti Socialiste qui soit en mouvement.

Ne pas laisser la résignation

Nous sommes, dans cette rentrée, rassemblés, pas simplement pour nous-mêmes, pas simplement pour ouvrir un débat qui aura lieu sur notre projet, sur l'Europe, non. Nous sommes là pour être utiles. Nous ne le serons que si nous sommes avec les salariés des entreprises, avec les agriculteurs, avec un certain nombre de retraités, pensionnés qui attendent beaucoup de nous, et qui demandent aux socialistes d'être d'abord, lorsqu'ils sont en responsabilités, des élus à leur écoute, et lorsqu'ils sont militants d'être d'abord des militants de leur peuple et de leur pays.

Chers amis, notre responsabilité est grande même si il n'y aura pas d'élection avant 2007. Il ne faut pas d'ailleurs être simplement un parti mobilisé le temps des élections. Si l'on veut être présent au moment des élections, il faut avoir montré une capacité à convaincre avant les élections, c'est le rôle des militants.

Notre première responsabilité est de ne pas laisser la résignation, le doute, le fatalisme emporter les esprits parce que c'est le calcul de la droite : rendre la politique inaudible, rendre la politique indifférente au plus grand nombre, rendre les choix indistincts, espérer dans l'abstention pour pouvoir ainsi poursuivre la même politique, celle du libéralisme. Il ne faut pas non plus laisser à droite s'installer une possible alternance, une solution au sein du camp conservateur ; Sarkozy n'est pas une solution, c'est un problème pour la droite et pour Chirac. Mais c'est une vieille méthode de la droite française de toujours imaginer un autre pour se substituer au précédent et pour poursuivre la même politique. Ce fut Pompidou par rapport à de Gaulle, Giscard par rapport au gaullisme, puis Chirac par rapport à Giscard, puis Chirac par rapport à Barre, puis Chirac par rapport à Balladur, puis Chirac..., toujours Chirac maintenant par rapport à Sarkozy. Il n'y a pas de différence entre les uns et les autres. Ils poursuivent depuis deux ans et demi la même politique ; ils font les mêmes choix. Il ne s'agit que de différence d'hommes, de querelles personnelles, secondaires qui peuvent parfois faire illusion.

Il ne faut pas non plus laisser penser que la gauche viendra aux responsabilités de nouveau simplement par le rejet de la droite. Parce que la gauche, elle, doit présenter un projet, lever un espoir, ouvrir une perspective. Elle n'est pas là simplement pour recueillir les fruits de l'échec du camp conservateur. Il ne faut pas non plus laisser penser qu'il y aurait à anticiper les échéances et à faire la présidentielle aujourd'hui entre nous, avant que nous ayons à désigner en 2006 notre candidat ; ce moment n'est pas venu.

Un projet pour construire une société nouvelle

Alors, si nous sommes conscients de nos responsabilités, nous avons comme exigence aujourd'hui, ensemble, de préparer un projet pour l'avenir. Pas simplement un retour ou une revanche, pas simplement de dire qu'il faudrait abroger toutes les lois que la droite a fait voter dans cette législature. Bien sûr qu'il faudra y revenir, mais il ne faudrait pas que les alternances soient considérées à chaque fois comme un aller-retour, où nous, la gauche, nous referions ce que la droite a défait. Il faut proposer bien plus que cela. Nous avons comme perspective de construire une société nouvelle, de faire en sorte que l'égalité soit au cœur de l'ensemble des choix publics de l'Etat, des collectivités locales. Partout, nous avons à être des militants de l'égalité : égalité des droits, égalité des chances, égalité des territoires. Nous sommes les militants de l'égalité parce que nous pensons que c'est l'égalité qui permet de donner l'espoir d'une réussite pour tous.

Et puis nous avons aussi à faire des choix d'avenir. Ce qui fait que nous avons choisi cet engagement de gauche, c'est que nous sommes conscients que les forces du marché ne parviennent pas à trouver ni l'équilibre pour la meilleure production des richesses possible, ni l'équilibre pour la répartition des mêmes fruits de la croissance. Nous pensons que c'est en faisant l'investissement pour l'avenir, et d'abord pour l'école, pour la recherche, pour la culture, pour les territoires, que nous pourrons préparer l'avenir de tous. C'est pourquoi notre projet doit être un projet non à dix ans, mais un projet qui va au-delà même des alternances. Nous avons trop souffert, y compris lorsque nous étions en responsabilité, d'agir simplement dans l'urgence ; bien sûr qu'il faut répondre à l'urgence du chômage, à l'urgence de la misère, à l'urgence des injustices.

Il faut à chaque fois que les Français, les Européens comprennent la démarche qui est la nôtre, qu'ils puissent nous suivre. Qu'ils puissent, au moment où nous sommes en responsabilité, comprendre le rythme de notre action, pourquoi nous leur demandons un effort, pourquoi nous leur offrons un moment un espoir. Voilà le projet qu'il nous faut préparer. Nous le ferons ensemble, militants et sympathisants du Parti Socialiste. Nous le ferons avec les forces vives, syndicats, associations. Nous le ferons avec les Français. C'est plus difficile que simplement dans le cénacle d'un parti. Ce que je me refuse pour mon parti, c'est ou une volonté atrophiée ou une crédibilité atteinte. Il faut être audacieux sans doute, imaginatifs sûrement, mais être respectueux de la parole que nous prendrons devant les Français. Nous avons ce devoir, chers amis, chers camarades, de ne pas décevoir. Nous savons quel est l'état de la politique. Nous savons quelle est l'image des partis. Nous savons le doute qui existe même au moment des grands choix électoraux. Nous n'avons pas le droit de proposer ce que nous ne tiendrons pas demain. Si je retiens une force de ce qu'a été l'action des socialistes depuis vingt ans, nous avons été capables de bouger des lignes, avec François Mitterrand de faire de grandes audaces réformatrices, mais nous avons été capables aussi avec Lionel Jospin de respecter nos engagements et la parole donnée. Ce sont les leçons que nous ne devons jamais oublier, même si nous devons y apporter aujourd'hui notre propre touche, notre propre volonté et relever nos propres défis.

Une conception du monde

Alors dans ce projet, il y a aussi une conception du monde et une ambition pour l'Europe. Nous sommes devant un monde qui est celui du désordre, désordre à travers la guerre en Irak, le fondamentalisme, le terrorisme, les prises d'otage, de tous les otages. Car moi, je ne fais pas de distinction entre les otages. Chaque fois qu'un homme ou une femme est détenu, non pas pour ce qu'il a fait ou ce qu'il a dit, mais simplement parce qu'il était là, je considère qu'il y a un manquement au droit, un manquement à l'humanité qui exige de notre part pas simplement une émotion, mais une mobilisation. Nous sommes devant un monde en désordre, désordre économique, monétaire, social. Nous sommes devant un monde en désordre, y compris dans la plus grande des démocraties, celle des Etats-Unis d'Amérique.

S'il n'y a pas d'élection avant 2007 en France, il y en a une que l'on va suivre avec beaucoup de passion et d'intérêt, c'est l'élection américaine parce que du résultat du mois de novembre aux Etats-Unis dépendra une part de l'avenir du monde et donc de notre propre destin. Si c'est Bush qui l'emporte, il y aura le renforcement de cette puissance, de cette volonté de passer en force, de cette agressivité qui consiste à penser que ceux, qui n'ont pas la même vision que le Président américain, sont dans une guerre de civilisation avec l'Amérique elle-même. Nous savons bien que si c'est le Président Bush qui l'emporte, le risque c'est un libéralisme plus fort encore et l'absence de toute régulation de la planète. Et moi, je veux que, si cette hypothèse terrible se présentait, il y ait une Europe en face, une Europe qui puisse faire contrepoids, une Europe qui puisse agir, une Europe qui puisse empêcher et parler d'une seule voix.

Mais si c'est Kerry qui l'emporte, je ne suis pas démocrate américain, je suis démocrate français, je ne suis pas sûr que Kerry soit socialiste en tous cas il n'est pas français, même si on vous dit qu'il a quelques racines en Bretagne mais quand même. Si Kerry l'emporte, ce qui est notre choix, je ne le dis pas trop fort, je ne veux pas peser sur les consciences américaines - je ne suis pas sûr qu'elles soient représentées ici - mais si Kerry l'emporte, rien ne sera fait, mais c'est un espoir d'un monde plus équilibré, d'une Amérique plus soucieuse du droit du monde et des organisations sensées le représenter - je pense à l'ONU -. Je veux que dans la main qui sera tendue, celle de Kerry à l'Europe, il puisse y avoir aussi la main d'une communauté unie en Europe pour faire la paix.

Voilà le sens de notre combat aussi à l'échelle du monde.

Un débat respectueux

Il me revient à l'esprit cette belle phrase de Léon Blum, revenant de captivité, conscient que c'était maintenant à l'échelle de l'Europe que le combat politique devait s'engager, qui dit : "oui, il faut faire l'Europe mais en pensant au monde ". Nous ne faisons pas l'Europe pour l'Europe, nous faisons l'Europe pour le monde. Il y a donc nécessité à ouvrir cette discussion entre nous puisque l'Europe est aujourd'hui à un moment de sa vie démocratique. Nous avons voulu l'élargissement ; il n'était pas facile. Il faut donner une constitution à cette Europe à vingt-cinq. Nous allons être appelés à en débattre. J'ai souhaité ce débat. Ce débat est nécessaire puisqu'il aura lieu dans le pays. Ce débat est nécessaire parce que nous avons à faire un choix qui nous engagera tous pour plusieurs années. Ce débat est nécessaire parce que dans la conception du Parti Socialiste que j'ai, et que Frédéric a rappelé, je veux que ça ne soit pas simplement un choix de dirigeants, un choix de responsables, mais un choix de militants et de citoyens. Ce choix est nécessaire puisqu'il y aura un référendum dans le pays l'année prochaine.

Ce choix doit être nourri par un débat respectueux. Respectueux des faits, de ce que nous avons nous-mêmes engagé depuis des années pour l'Europe. Respectueux des textes et notamment du traité constitutionnel. Je ferai la proposition que chaque adhérent du Parti Socialiste reçoive le projet de constitution européenne pour qu'il puisse se reporter précisément à chacune des dispositions du traité constitutionnel. Ça sera un lourd document, nous dit-on, peut-être coûteux ; mais je préfère, pour la démocratie, que chacun puisse savoir à quoi il va s'engager puisqu'il va voter. Je veux que ce soit un débat respectueux des personnes ; elles ne sont pas d'ailleurs en cause. Je n'imagine pas que tel ou tel d'entre nous puisse prendre une position en fonction d'une autre échéance. Premier Secrétaire du Parti Socialiste, je veux vous dire ici que je serai le garant de ce débat. Il y a nécessairement à prendre position les uns ou les autres, mais la position doit être elle-même fondée sur une conviction.

La mienne s'est forgée non pas simplement par une tradition, non pas simplement par une voix qui était forcément celle du oui. Ma conception de l'Europe, c'est de penser qu'il n'y a pas de moyen pour la France, pas de moyen pour les socialistes de faire passer et de faire prévaloir leur idéal que dans un continent lui-même uni.

Une conviction pour l'Europe

Ma position s'est fondée sur la réponse à trois questions à propos de ce traité.

Est-ce que ce traité constitue une avancée ou un recul par rapport aux dispositions existantes ? Comme socialiste, s'il y avait eu un seul recul, s'il y avait eu un seul abandon qui n'aurait pas été fondé sur un choix européen, j'aurais dit non à ce traité. Mais dès lors qu'il est apparu qu'il n'y a que des avancées, insuffisantes, mais aucun recul, je considère que la première question appelle une réponse positive.

La deuxième question, c'est de savoir si la gauche lorsqu'elle reviendra aux responsabilités - parce que, je vous l'annonce ici, nous allons revenir aux responsabilités de notre pays - pourra se trouver entravée dans son action par l'adoption du traité. Quand on regarde tout ce que nous avons fait depuis vingt ans, peut-on dire que ce que nous avons réussi était dû simplement à la chance qu'était l'Europe ? Non, ce que nous avons réussi a été dû à notre propre volonté politique. Lorsque nous avons échoué - car parfois nous avons échoué -, était-ce dû à l'Europe qui nous a contraints ? Non, c'était dû peut-être à notre absence, à notre insuffisance de volonté politique. Donc, je ne veux pas, ici, mettre en cause l'Europe par rapport à ce qui est de notre responsabilité. Lorsque nous avons fait les 35 heures, lorsque nous avons fait la Couverture Maladie Universelle, lorsque nous avons créé l'Allocation Personnalisée à l'Autonomie, ce n'est pas l'Europe qui nous l'a demandé, ce n'est pas l'Europe qui nous a empêché, c'est nous qui l'avons décidé.

Lorsque l'on évoque un carcan, je ne sais quel carcan libéral, qui serait contenu dans le texte constitutionnel, mais qu'est-ce à dire ? Si chacun s'accorde à penser - je pense que c'est effectivement le consensus qui là-dessus nous réunit - qu'il y a eu des avancées institutionnelles dans le traité et que ce qui pose un problème ce sont les politiques. Mais toutes les politiques qui sont contenues dans le traité, ce sont celles-là mêmes que nous avons fait voter, élaborer, négocier depuis vingt ans à travers un certain nombre de traités : au-delà du traité de Rome bien sûr, mais le traité qui a permis le système monétaire européen, le traité de Maastricht, l'Acte unique précédemment, le traité d'Amsterdam après avec Lionel Jospin. Tous les traités qui sont codifiés dans la constitution, c'est nous-mêmes qui en avons pris l'initiative ; que nous avons même demandé au peuple de les ratifier, notamment au moment de Maastricht. Soit nous considérons que nous avons eu raison - et nous avons eu raison - de faire ces choix européens et alors il faut aller vers l'étape supplémentaire qui nous est proposée. Soit nous considérons que nous avons tort, que nous avons eu tort, et à ce moment-là il faut faire une autocritique et considérer que nous avons emmené notre pays dans une impasse, ce que je ne crois pas. Chers amis, chers camarades, soyez fiers de l'action qui a été menée par tous les socialistes depuis vingt ans en matière européenne. S'il n'y avait pas eu François Mitterrand et son obstination à faire l'Europe, François Mitterrand et sa réaction au moment de la réunification allemande, François Mitterrand et sa volonté de faire la monnaie unique, et s'il n'y avait pas eu aussi Lionel Jospin de 1997 à 2002 pour donner un cours plus social à l'Europe, mais où en serions-nous aujourd'hui ?

Si il y a encore un doute par rapport à ce que devrait être la position du Parti Socialiste, c'est effectivement de rappeler que tous les partis socialistes en Europe sont favorables à ce texte ; que la confédération européenne des syndicats est également favorable à cette évolution. Alors on me dira - parce qu'on me le dit - " oui mais ils sont moins à gauche que nous en Europe, les partis socialistes sont plus timides que nous en Europe ", mais chers amis, chers camarades, vous pensez que nous sommes les plus à gauche en Europe ? Quitte à vous décevoir, je ne le crois pas. Parce qu'en Suède, le taux de chômage est à 5%. Parce qu'en Suède, l'égalité homme-femme est assurée. Parce qu'en Suède, il y a une politique familiale qui est parmi les plus exemplaires. Parce qu'en Suède, il y a une politique contre tous les handicaps qui devrait faire la fierté de l'Europe. Et vous croyez qu'il n'y a que la Suède ? Non ! L'Espagne, vous pensez que

Zappatero n'est pas aussi un renouvellement de la vie démocratique en Espagne. Moi, je n'ai pas à donner des leçons de gauche aux Espagnols, aux Suédois et même aux Allemands parce qu'en Allemagne dans les entreprises, il y a la cogestion, on en est loin en France. Je n'ai pas à donner de leçons à Tony Blair sûrement, mais Tony Blair est d'abord anglais, ça ne vous a pas échappé. Et d'ailleurs c'est une leçon qu'on doit avoir aussi en tête : ce serait formidable si on arrivait à faire l'Europe rien qu'avec les Français, et encore mieux, si on arrivait à faire l'Europe rien qu'avec les socialistes français, on aurait toujours raison ; on devrait faire toujours avec nous, mais non !, si on veut faire l'Europe, il faut la faire avec tous.

Alors on me dit "oui, mais une bonne crise ferait peut-être un meilleur traité". Ah ! ouvrir une crise n'est pas le plus difficile. Dire non d'ailleurs est plutôt pour des hommes, parfois pour des femmes, la réponse spontanée qui vient à l'esprit. On me dit même qu'il y a des non qui veulent dire oui, c'est vous dire que la réponse est parfois difficile à comprendre. Mais avant de provoquer une crise, faudrait-il savoir comment il est concevable de la dénouer. La position que prendront les socialistes dans ce débat sur le traité constitutionnel européen déterminera la position de la France. Nous sommes la première force politique du pays. Si nous disons oui, le référendum l'emportera sûrement ; si nous disons non, nous le savons, il sera repoussé. C'est nous qui allons décider, nous les militants socialistes.

Les conséquences du Oui et du Non

Eh bien, nous sommes en devoir de dire la conséquence du oui, comme de dire la conséquence du non. Si nous disons oui, nous ne serons non pas simplement dans l'acceptation de l'Europe telle qu'elle est, nous aurons à fournir d'autres combats, d'autres étapes : le traité social, la coopération renforcée avec les pays qui le voudront ; et puis nous aurons surtout à changer l'orientation politique de l'Europe, parce qu'elle est majoritairement à droite. Mais si nous disons non, à qui donnons-nous la main ? Ce n'est pas nous qui renégocierons le traité. Avec qui la France, conduite par Chirac, renégociera-t-elle ? Avec ceux qui sont au pouvoir aujourd'hui ? Ils sont majoritairement à droite. Avec les Britanniques ? Qui de droite comme de gauche refuseront toujours un certain nombre d'évolutions. Donc nous savons bien que si nous disons non, nous retournons à la situation d'aujourd'hui, c'est-à-dire un élargissement sans approfondissement institutionnel, c'est-à-dire une Europe en panne. Et bien moi, pour mon pays, pour l'Europe et même pour mon parti, je ne veux pas d'une Europe en panne. Je veux d'une Europe en mouvement, d'une Europe en construction, d'une Europe exigeante. Ça ne nous empêchera pas de nous rassembler sans doute à quelques pays en Europe pour avancer plus vite sur le plan social, économique, politique.

Je comprends que notre ligne de conduite ne soit pas la ligne de toute la gauche. Je n'en veux pas à nos amis communistes d'être contre le traité constitutionnel ; d'un certain point de vue, ils sont logiques : ils ont été contre toutes les étapes de la construction européenne. Pourquoi celle-là, puisqu'ils n'ont pas pris la première ? Je n'en veux pas à Jean-Pierre Chevènement - si, je lui en veux mais pour d'autres raisons -, mais je ne vais pas aligner ma conduite sur la position européenne - que dis-je européenne -, anti-européenne de Jean-Pierre Chevènement. Pour moi, le rassemblement de la gauche sur cette question-là, c'est le rassemblement de la gauche européenne pour faire avancer l'Europe. Voilà la position que je défendrai devant vous.

Le débat sera long et en même temps, vous le verrez, assez court. Trop long parce qu'il ne s'agirait pas quand même que les socialistes ne fassent que de débattre sur le traité constitutionnel quand tant de Français attendent de nous présence, soutien, action. Court aussi parce qu'il va falloir convaincre argument par argument, parce qu'il faudra avoir le souci de prendre, le moment venu, la bonne position. Chers amis, chers camarades, c'est vous qui choisirez, vous écouterez sûrement beaucoup de voix de vos responsables et donc des voix contradictoires. Mais c'est vous en dernier ressort, vous et vous seuls, qui prendrez la décision qui vous paraîtra la meilleure, non pas dans l'instant mais pour longtemps dans la vie du Parti Socialiste, et dans la vie de l'Europe. C'est vous qui, en conscience, ferez le choix qui vous appartiendra. Je le respecterai, mais prenez, là encore, la mesure de votre propre responsabilité ; elle est immense et je suis content qu'il en soit ainsi. Quand j'ai annoncé - c'était un engagement de congrès - que nous allions faire un référendum nous-mêmes entre socialistes sur cette question, beaucoup de camarades m'ont dit : "mais pourquoi nous consulter, vous auriez pu décider ça tranquillement à Paris". Et bien non ! Il y a un moment où chacun, dans sa responsabilité de militant, doit faire le choix. Nous le faisons pour désigner nos candidats et c'est bien. Nous le faisons pour nos orientations de congrès et c'est nécessaire. Il faudra le faire pour cette question européenne.

Voilà ce que j'étais venu vous dire. Prenez conscience aussi qu'il y aura d'autres traités, d'autres rendez-vous. Que l'Europe ne s'arrête pas là et ne commence pas là non plus avec la constitution européenne. Que tous les cinq ans ou tous les dix ans, il y a une nouvelle étape qui se définit pour l'Europe et tant mieux. Et que rien n'est intangible ; nous n'en prenons pas pour trente ans ou pour quarante ans avec ce traité-là ou avec un autre. Nous savons bien que l'Europe continuera d'avancer. Mais ce que nous voulons, c'est qu'elle avance avec la France. Ce que nous voulons, c'est qu'elle avance avec la gauche. Ce que nous voulons, c'est qu'elle avance avec les socialistes européens. Moi je suis

fier d'appartenir à un parti comme le nôtre avec sa tradition, son histoire, mais je suis fier aussi d'appartenir à un parti, qui nous dépasse tous, qu'est le parti des socialistes européens. Ce parti-là, c'est le vôtre et il doit rester le vôtre. Il faut le démocratiser, l'élargir sûrement, mais il faut aussi qu'on ait des délibérations en son sein.

Alors pour conclure, chers amis, chers camarades, nous sommes aujourd'hui regardés - je ne m'en plains pas -, scrutés, observés : les socialistes vont-ils être capables de définir un projet d'avenir ? Les socialistes français vont-ils être capables d'être utiles dans les responsabilités qui leur sont confiées dans les régions, dans les départements ? Les socialistes français vont-ils être capables de prendre la position la plus juste sur l'avenir de l'Europe ? Je ne me plains pas de voir que notre débat intéresse. Il n'intéresse pas simplement pour des questions de personnes, il intéresse parce que nous allons nous-mêmes être des précurseurs, parce que nous allons nous-mêmes donner, j'espère, la meilleure image possible de la démocratie. Oui, toute l'Europe nous regarde, tant mieux ! mais ça veut dire que notre responsabilité est grande.

Etre au rendez-vous de l'Histoire en choisissant l'Europe

Eh bien, je vous le dis ici, à Rennes. Je veux que les socialistes soient au rendez-vous. Au rendez-vous d'abord des citoyens français, qui savent bien que nous sommes la force politique d'avenir, qui attendent beaucoup de nous et à qui nous devons jamais prendre des positions qui ne seraient pas vraiment les nôtres. Ils attendent beaucoup de nous aussi pour leur offrir une perspective, leur montrer que la politique est utile. Ils attendent beaucoup de nous pour leur définir ensemble un avenir et pour l'élaborer avec eux.

Chers amis, chers camarades, je n'ai pas de doute. Quelles que soient les réponses qui peuvent être données par les uns et par les autres, j'ai confiance en mon parti. J'ai confiance dans sa force militante. J'ai confiance aussi dans tous ceux qui nous regardent et qui savent bien que les socialistes seront au rendez-vous, au rendez-vous de la rentrée par rapport à une politique de droite, au rendez-vous de 2007 pour offrir un projet à travers un candidat ou une candidate. Ils seront au rendez-vous de l'Histoire en choisissant l'Europe. Merci.

Chers amis, chers camarades, j'ai raté le train pour Paris. Nous n'avons pas raté le train pour l'alternance. Ne vous en faites pas. Donc, je suis encore parmi vous une heure.

